

Le Travailleur de Lot-&Garonne



...mardi 30 juin, place Wilson - Agen

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Contre loi noRe - moins d'ATSEM - Tarkett bois - Conseil départemental Garorock - Demain... - Référendum Grèce - café citoyen - Expo Lavardac

à mon avis p 3

actu p 4 à 6 services publics - fraudeur social - salaires/minima/pensions - exMétaltemple - élections régionales

locale p 7

Le Passage Agen - Casteljaloux - Marmande - Moncrabeau

culture p 8

Super Pif - Festival Casteljaloux jazz - Expo

Contre les politiques d'austérité de l'Europe Soutien sans retenue au peuple grec



régionales les communistes se positionnent

salaires/minima/pensions

Il faut les augmenter



En réduction partout



exMétaltemple Situation ubuesque

doit dépendre des communes.

L'intercommunalité est au service des communes, là, on a dévié le rôle premier». En pleine crise de la représentation, le développement à marche forcée des intercommunalités, risque d'éloigner encore plus les citoyens de la décision. N'était-ce pourtant pas le sens de la décentralisation de rapprocher le citoyen des choix démocratiques ? De plus, les intercommunalités étaient auparavant choisies, les communes consentaient librement à coopérer sur des compétences en ayant des projets communs. Avec la loi **notRe**, l'esprit est tout autre : on impose de manière autoritaire des coopérations entre communes. Des actions ont été réalisées pour interpeller les populations des conséquences de cette réforme : couverture des panneaux d'entrée et de sortie de village d'un crêpe noir ; c'est en convoi funéraire que les élus se sont rendus à Paris, derrière un cercueil. ■

Convoi funéraire contre la loi notRe

Mercredi dernier, dix-neuf élus de l'association des maires ruraux, dont le président départemental et maire de Saint-Laurent, Guy Clua, ont souhaité participer au grand rassemblement de Paris contre le projet de loi **notRe** (nouvelle organisation territoriale de la République). Au programme, rencontre de la ministre Marylise Lebranchu et interpellation des députés. Les élus ne sont pas contre une réforme territoriale, « mais cela

Agen Moins onze postes d'ATSEM

Une dizaine de parents d'élèves accompagnés de quelques-uns de leurs enfants ont manifesté en silence leur désapprobation sur les mesures annoncées pour la prochaine rentrée scolaire lors du dernier conseil municipal. Les banderoles dénonçaient l'augmentation des tarifs de la cantine, la réduction des plages horaires de la garderie ainsi que la suppression de onze postes d'ATSEM (agents

Tarkett Bois Plan social

Les organisations syndicales ont attaqué le deuxième plan social de l'entreprise Tarkett bois devant le tribunal administratif, avec une audience prévue le 4 août à Bordeaux. Le premier PSE avait été retoqué par la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi pour un délai

Conseil départemental

Monsieur le préfet est venu, vendredi 26 juin, livrer un bilan des activités de l'État dans le département. M. Girardi, conseiller départemental des Forêts de Gascogne, lui a rappelé que l'État transfère depuis 2002 de nombreuses compé-

territoriaux spécialisés des écoles maternelles) ainsi que pour demander des bus et un service de restauration pour le mercredi midi. ■

d'information insuffisant laissé aux organisations syndicales pour examiner les offres de reprises et parce que le PSE, d'une somme de près de 10 millions d'euros, toutes aides comprises n'a pas été jugé « comme étant en rapport avec les moyens du groupe Tarkett », multinationale de rang Mondial. L'entreprise contestant la non-homologation du PSE, c'est le tribunal administratif qui avait débouté Tarkett de ces demandes. ■

tences sans transférer les ressources équivalentes. L'État se désengage donc peu à peu en ne laissant pas aux Départements les moyens d'assurer leurs compétences. ■

Marmande Festival Garorock

L'immense succès du festival Garorock, cette année, ne doit pas faire oublier que de très nombreux festivals sont en difficulté financière suite à la baisse des subventions (indirectement liée à la baisse des dotations de l'État aux collectivités). Plus de 150 festivals annulés en 2015 et de nombreux revus à la baisse, le gouvernement menace la culture par ces baisses de dotations. ■

Que deviendrons-nous demain... ?

Même le pape nous alerte sur l'avenir de notre planète mais...

Référendum en Grèce

Contre le coup d'État des banquiers, la Grèce a fait le choix de la souveraineté populaire ! Le premier ministre grec, Alexis Tsipras a annoncé la tenue d'un référendum dimanche 5 juillet, suite à l'intransigeance de « la Troïka ». Faisant preuve de courage politique, il a renvoyé au domaine politique une négociation que les partenaires de la « Troïka » voulaient maintenir dans le domaine technique et comptable. Tsipras a fermé les banques et mis en place un contrôle des capitaux. Il subit actuellement un retour de bâton des créanciers. On

assiste à la même propagande médiatique qu'en 2005 sur le référendum européen en France, les médias dominants présentant la Grèce comme « un enfant gâté ». C'est un comble de voir l'Union européenne se draper dans une « défense de la démocratie », par exemple en Ukraine (en oubliant opportunément le rôle des milices fascistes qui aident le gouvernement de Kiev) ; elle piétine de la manière la plus froide et la plus claire cette dite démocratie en ce qui concerne la Grèce. Plus que jamais, soyons solidaires du peuple Grec...

Extrait du discours de Tsipras :

« Après cinq mois de négociations, nos partenaires en sont venus à nous poser un ultimatum, ce qui contrevient aux principes de l'UE et sape la relance de la société et de l'économie grecque. Ces propositions violent absolument les acquis européens. Leur but est l'humiliation de tout un peuple, et elles manifestent avant tout l'obsession du FMI pour une politique d'extrême austerité.(...) Notre responsabilité dans l'affirmation de la démocratie et de la souveraineté nationale est historique en ce jour, et cette responsabilité nous oblige à répondre à l'ultimatum en nous fondant sur la volonté du peuple grec. » ■

sans un mot sur la mondialisation capitaliste responsable du réchauffement climatique.

Sans doute son intervention aura-t-elle incité le citoyen lambda à trier ses déchets, ce qui n'est pas négligeable car :

- 1 tonne de bouteilles plastique recyclées, c'est 610 kg de pétrole, plus 300 kg de gaz naturel économisés ;

- 1 tonne de verre recyclé, c'est 1,46 mégawatt/heure économisé ;

- 1 tonne de papier recyclé, c'est 2 tonnes de bois préservé ;

- 670 canettes recyclées, c'est un vélo neuf.

Il faut savoir que le verre, le métal se recyclent à l'infini. Le papier et le carton se recyclent une dizaine de fois. Mais ne culpabilisons pas, le problème est ailleurs et là, il s'agit d'une autre prise de conscience et d'une lutte à la hauteur des enjeux. ■

Marie-Renée **Gérard**

à mon avis

Soutien sans retenue au peuple grec

On n'en peut plus d'écouter l'information française, notamment à propos de la Grèce ! Pour tromper l'auditeur, les Pujadas de service s'en donnent à cœur joie et usent de superlatifs, d'allégories et autres figures de style, contribuant à ne plus rien comprendre. Mais la presse écrite lot-et-garonnaise n'échappe pas à ce constat. Pour l'éditorialiste de Sud-Ouest « *seule la tente à oxygène des prêts d'urgence de la BCE aux banques grecques... lui épargne la faillite* », « *le référendum surréaliste* », pour terminer par « *les choix drastiques qui s'imposent à elle* ». Pour la Dépêche, on fait appel à des experts pour titrer un article « *La France pourrait perdre 25 milliards en cas de défaut d'Athènes* ». On y rapporte également les relents libéraux de JC Junckers, président de la commission : « *être responsable, c'est penser d'abord à son pays avant son parti.* » Tout est bon pour peser contre le moindre changement. Mais se penche-t-on sur les malheurs endurés depuis cinq ans par les Grecs ? Qui ose préciser que les salaires ont été amputés, en moyenne, de 35 %, que le taux de chômage est à 26% ; quant au seuil de pauvreté, il est à 46%... ? Qui ose débattre des dégâts opérés par les politiques menées avant janvier 2015 ? Oui, la Grèce a besoin de réformes économiques, sociales et politiques, mais différentes de celle pratiquées par la Troïka qui ne voit : toujours moins d'État, toujours plus de marchés et d'inégalités. Les politiques d'austérité imposées par cette Europe libérale sont catastrophiques en Grèce, mais sur l'ensemble de la zone euro. Alors, assez de mensonges, assez de fausses idées diffusées par nos médias...

Pour leur part, les communistes, par leurs initiatives de soutien au peuple grecque, entendent rétablir la réalité de la situation et montrer qu'une autre politique de progrès à gauche peut être menée. ■

Daniel Heinrich

café citoyen

Droit du travail - Le capital à l'assaut du droit du travail ! A défaut d'être obsolète, le code du travail demeure plus que jamais d'actualité.

Les jeunes communistes et les communistes agenais vous invitent à un café citoyen

dimanche 5 juillet

fédération du PCF (18 rue Jules Ferry)

ouvert à toutes et tous

10h30 - débat et échange

en présence de Sophie Binet
secrétaire générale adjointe de l'UGICT-CGT

11h15 - moment convivial
(soupe, chabrot, café)

PCF **FRONT DE GAUCHE**

LAVARDAC

AU SYNDICAT D'INITIATIVE

du 1er juillet au 30 août

la 2ème guerre mondiale

LA RESISTANCE EN ALBRET

Exposition présentée par l'ANACR47 et avec les travaux des classes de l'Albret sur la malle pédagogique « Résistance »

S.J. Lavardac, 53, avenue du Général de Gaulle 47230 LAVARDAC - 05 53 65 94 69

Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication : **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef : **Nicolas Lucmarie** - rédaction : **Michel Ceruti, Lysiane Chantre, Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 2^e trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

Service public Réductions en vue !

Les conséquences de la baisse des dotations générales de fonctionnement pour les collectivités commencent à se faire sentir. Le gouvernement, en plus de mettre en place une concurrence généralisée des territoires avec la réforme territoriale, a échelonné une baisse de 11 milliards d'euros des dotations globales de fonctionnement.

Petit à petit, les communes imposent des baisses du niveau des services, c'est le cas à Marmande avec la hausse des tarifs pour les usagers des CLAE (centre de loisirs associé à l'école) et des cantines, mais aussi à Agen avec la baisse du nombre d'ATSEM (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) et les récents mouvements autour de l'attaque des services publics.

Cette baisse des services s'explique, en partie, par la baisse des recettes des communes. Cependant, on ne doit pas oublier que les maires de droite profitent de ce contexte pour justifier toutes les mesures antisociales. À titre d'exemple, à Toulouse, la baisse des dotations est de 12 millions d'euros, le maire

augmente les impôts pour une recette de 30 millions supplémentaires et baisse le niveau des services publics prétextant « y être obligé ».

Agen fait, par exemple, le choix d'investir dans l'achat de caméras (portant leur nombre total à 36) ; dont les effets positifs sur la sécurité sont démentis même par Scotland Yard ! On déplace les problèmes plutôt que de les résoudre, à un prix prohibitif (installation et maintenance comprise), cet argent pourrait pourtant servir à maintenir les ATSEM.

Le choix des mairies de droite de s'attaquer aux bourses du travail traduit aussi une offensive politique et pas seulement un « pragmatisme budgétaire ». Comme pour la dette en Grèce, le débat n'est

pas strictement comptable mais bel et bien politique. Le service public est le patrimoine commun de ceux qui n'ont rien, sa défense relève du

rôle d'une analyse de classe. Les communistes seront de toutes les luttes pour le défendre et conquérir de nouveaux droits ! ■



Salaires, minima sociaux, pensions Il faut les augmenter !

Augmenter les salaires, les minima sociaux et les pensions, c'est urgent, nécessaire et juste ! C'est par cette volonté que la CGT 47 a conclu le rassemblement de jeudi dernier après avoir rencontré les représentants du MEDEF lot-et-garonnais.

Le syndicat constate que dans le département (86^e au niveau national pour les salaires) :

- la moitié des salariés vit avec moins de 1430 € par mois ;
- la moyenne des pensions de retraite est de

580 € par mois;

- la désindustrialisation s'intensifie (2000 emplois perdus entre 1989 et 2010)
- le chômage augmente inexorablement
- le nombre de bénéficiaires du RSA explose.

Fraudeur social

La chasse ou le mythe de la caverne

Mardi 30 juin, le journal « la Dépêche du midi » s'est malheureusement fait l'écho d'un débat agité par la droite et l'extrême droite (voire parfois, par ceux qui n'ont de socialiste que le nom). Le constat est implacable : il y a des « fraudeurs sociaux ». De ceux qui empêchent la société de tourner rond, qui volent la société. Leurs méfaits, leur fainéantise seraient la cause de tous les maux : déficit de notre système social, crise économique... Sans fraudes, tout serait résolu !

Outre le fait que les fraudes constatées sont souvent minimes et permettent à peine de

survivre à ceux qui sont appelés « des profiteurs », le débat posé est véritablement

idéologique. Car il démontre un acharnement des classes dominantes à diviser les travailleurs et à culpabiliser les privés d'emplois, à présenter les classes populaires comme des nantis pour occulter tout débat sur la répartition des richesses et sur les vrais nantis du système économique. Le véritable scandale des prestations sociales est double.

● Le **non-recours aux prestations sociales** est bien supérieur à la fraude sociale ; par exemple, la fraude au RSA représente environ 60 millions d'euros par an dont 80 % à 90 % sont récupérés par les services de la CAF suite à des contrôles. Le non-recours au RSA, c'est 5,3 milliards d'euros non-redistribués !

Il y a environ 50 % de non-recours de gens qui auraient le droit au RSA mais ne l'utilisent pas. On peut distinguer trois causes principales. La première, c'est la

À l'inverse, l'argent est bien là :

■ 230 milliards d'euros d'aides versées aux entreprises

■ plus de 50 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires (en hausse de 30 % par rapport à 2013) et sans oublier les salaires exorbitants que s'octroient les patrons.

Les injustices sont de plus en

criantes et scandaleuses et se caractérisent par une augmentation de la pauvreté et un recul du pouvoir d'achat.

La campagne lancée par la CGT sur les salaires, les minima sociaux et les pensions a pour but de mettre en débat et de soutenir la proposition d'une conférence sociale sur les salaires. Mille trois cents signatures ont été remises au MEDEF et à la préfecture (plus

de 100000 au ministère du Travail).

La campagne de pétitions va se poursuivre et ainsi montrer que d'autres solutions existent que celle de l'austérité, pour

relancer l'économie, la croissance, pour renforcer la protection sociale, pour développer les services publics et pour répondre aux besoins des salariés. ■

Fumel exMetaltemple Situation ubuesque

Deux mois après la fin de l'occupation de l'usine et la reprise du travail, ils sont désormais 43 salariés à travailler au sein de Métal Aquitaine, nouveau nom de l'usine de Fumel. Quid des 93 licenciés ?

Ce que découvrent les licenciés, c'est la complexité voire l'absurdité d'un système : « Depuis février, le dispositif du contrat de sécurisation professionnelle, auquel nous sommes soumis depuis nos licenciements, a changé », explique William Boucharel (CGT). « Ceux d'entre nous qui voulions se reconverter, comme boulanger ou chauffeur poids lourds, se voient refuser le financement de leur reconversion : ce n'est plus possible. Le contrat de sécurisation professionnelle est prévu pour financer des formations dans la branche où l'on exerçait avant le licenciement. En clair, on nous propose de nous former et de nous perfectionner dans un secteur, l'industrie métallurgique en voie de disparition et qui n'offre aucun débouché local. C'est

totement ubuesque. »

Tout aussi absurde, le nouveau propriétaire Francis Pozas confiait récemment qu'il manquait déjà de main-d'œuvre ; le carnet de commandes de l'usine de Fumel était plein après deux mois de reprise, l'entreprise ne trouve pas suffisamment de fondeurs pour honorer les commandes dans les meilleurs délais.

Pour sa part, José Gonzalez dénonce surtout la précarité des cinq ou six postes de fondeurs proposés : « Nous, on avait demandé qu'il y ait trente embauches supplémentaires depuis le début du plan, et on savait aussi qu'ils allaient avoir besoin d'une seconde équipe de fondeurs. Les pouvoirs publics avaient même promis 200 000 (suite page 6)



complexité, les conditions d'éligibilité sont obscures et on ne sait jamais vraiment si on a le droit au RSA, pour quel montant, pendant combien de temps et comment faire pour l'avoir.

La seconde cause de non-recours est la méconnaissance du dispositif et l'absence de campagne d'information affirmant quels sont les droits de chacun.

La troisième est enfin la perception qu'ont les gens du dispositif, ils ne veulent pas être considérés comme «

pauvres » en bénéficiant de ce dispositif et renoncent donc à un droit.

● **L'occultation d'un débat sur la fraude patronale.**

Et pourtant ! À titre d'exemple, la fraude au RSA, représente environ 60 millions d'euros, (dont la grande majorité est récupérée) alors que la

fraude aux cotisations patronales représente 20 milliards d'euros par an.

Comment peut-on alors faire un traitement médiatique si important des « profiteurs » du RSA ou de la CAF comme le fait la Dépêche du midi, et si pauvre de l'immense fraude patronale ?

Nous attendons donc impatientement un dossier de la Dépêche du midi concernant la fraude patronale et l'absence de moyens de contrôle de cette dernière. ■



(suite de la page 5)

euros de plus pour embaucher trente ouvriers supplémentaires, mais seulement treize ont été « gardés » pour le même prix. Dire maintenant que

les salariés licenciés actuellement dans le cadre du contrat de sécurisation professionnel ne veulent pas travailler, c'est incroyable, et accuser « le système », c'est trop facile. Il faut lire entre les lignes et voir dans quelles conditions les fondeurs seraient repris ! »

Des fondeurs sont prêts à revenir mais pas aux conditions proposées actuellement: deux mois de CDD et aucune perspective ensuite ; c'est trop incertain lorsqu'on vient d'être licencié. Surtout quand on a déjà été licencié deux fois : en 2009 et en 2015.

Les logiques économiques actuelles démontrent bien leur nocivité : en plus de briser les vies des travailleurs, les licenciés, détruisant leurs conditions de travail, elles détruisent l'industrie locale.

Le PCF 47 organisera en ce sens un échange autour de l'industrie en automne. ■

Élections régionales Les communistes se positionnent !

Samedi dernier, les douze départements de la nouvelle grande Région (Charente Poitou, Aquitaine, Limousin) se sont réunis à Bordeaux en conférence régionale du PCF pour définir les orientations stratégiques et le projet régional. C'est en présence d'une centaine de délégués que le débat s'est déroulé.

Pendant sept heures, ils ont débattu de la grave crise éco-nomique, sociale, institutionnelle et politique que traverse notre pays. Ils ont apporté tout leur soutien au peuple grec, face aux diktats de la troïka. Vingt-deux délégués se sont abstenus sur les trois votes : le bulletin de vote, son contenu, le chef de file. Au terme des débats, le bulletin de vote et la résolution ont été adoptés. Un appel au peuple de la région sera rédigé. La préparation et l'organisation du vote des communistes seront précisées ; chaque département y introduira la proposition de son chef de file.

Texte du bulletin de vote

« Nous voulons transformer les politiques régionales, porter dans l'assemblée régionale une majorité qui mettra en œuvre une politique de progrès social et démocratique, d'avancées écologiques. Nous voulons battre la droite et l'extrême

droite et faire entrer dans l'assemblée régionale le plus grand nombre possible d'élue(s) communistes, Front de gauche, d'élue(s) anti-austérité, pour une alternative à la politique du gouvernement.

Pour cela, nous voulons construire avec toutes les femmes et hommes de gauche l'offre politique d'un pacte pour une Région solidaire, citoyenne et écologique.

Pour cela, nous voulons au premier tour des élections régionales cons-

truire une liste de large rassemblement de toutes celles et ceux qui refusent les politiques d'austérité, avec le Front de gauche, avec d'autres forces politiques, avec les écologistes, socialistes, citoyennes et citoyens qui refusent l'austérité et veulent mettre en œuvre des politiques de progrès. Pour cela, nous voulons travailler dès maintenant à créer les conditions de notre présence au second tour de l'élection, construire de nouveaux rapports de force à gauche capables de battre ensemble la droite et l'extrême droite, pour la mise en œuvre d'une politique régionale de progrès social, démocratique et écologique. »

Olivier Dartigolles, conseiller municipal de Pau, dirigeant national du PCF est proposé comme chef de file des communistes. ■

La délégation de Lot-et-Garonne était composée de : Issouf Ben Saïd, Michel Ceruti, Laure Delanzy, Danièle Molérac, Thomas Portes, Maryse Tressos-Delanzy, Francis Tressos.



À propos de La Jacquerie

Guillaume Carle, surnommé **Jacques Bonhomme**, était le chef de la grande insurrection paysanne que fut la Jacquerie de 1358. C'était au début de la guerre de Cent ans. Les paysans, plus que jamais, subissaient quatre grands fléaux : la guerre, le roi, les nobles et les brigands. **Les seigneurs et le roi les rançonnaient sans répit et sans pitié, si nécessaire par la terreur.** Celui qui refusait de payer était marqué au fer rouge. En plus, ils subissaient le « droit de prise » dont j'ai parlé dans mon précédent article. Le plus abominable était le droit de cuissage. Ces contraintes s'ajoutaient à la Taille, impôt qu'ils devaient verser au roi et aux seigneurs.

Dans ces conditions, comment s'étonner que la vengeance fût terrible ? Affamés, avilis, ils furent saisis d'une fureur

exterminatrice : châteaux brûlés, nobles exécutés et leurs épouses et filles parfois violées (en réponse au droit de cuissage). Cela, malgré les appels à la modération de Guillaume Carle et d'Étienne Marcel, porte-parole du tiers état.

Pourtant, aussi effroyable qu'elle fut, qui peut dire que la révolte des Jacques n'était pas légitime ? Ou, si vous préférez, de la légitime défense ?

La Jacquerie ne dura que six semaines, alors que la tyrannie des rois et de seigneurs sévissait depuis toujours.

Mais les Jacques, pas plus qu'Étienne Marcel n'avaient les moyens de vaincre et la réaction de la noblesse fut implacable. Vingt mille paysans furent massacrés.

Comme Étienne Marcel, Guillaume Carle fut assassiné par les sbires du roi et de la noblesse. Leur élimination a été le grand et durable triomphe de la monarchie et de la noblesse qui se perpétua jusqu'à la prise de la Bastille et la Révolution française. ■

Edmond Coëdelo

Le Passage d'Agen

La ronde des quartiers

Entretien avec Francis Garcia, maire de la ville du Passage d'Agen, réalisé par Jean-Jacques Mirande

Parlez-nous de la première série des réunions de quartier.

Tout d'abord nous avons tenu six réunions de quartiers que nous avons appelées : « La ronde des quartiers ». Nous avons rencontré plus de huit cents personnes dans un esprit de courtoisie et de sympathie.

Ces réunions ont été l'occasion pour nous élus d'entendre les attentes, les critiques et les suggestions des habitants de la commune.

C'est donc une réussite ?

En toute modestie, l'équipe municipale est satisfaite de l'esprit d'écoute réciproque qui met en évidence le grand besoin de nos concitoyens de rencontrer leurs élus.

Egalement, la création d'un service « relations avec les habitants » nous a permis d'assurer, suite aux demandes de ceux-ci, un suivi fiable et efficace.

Après la première saison de la ronde des quartiers, que comptez vous faire ?

Tout d'abord, après chaque réunion, nous envoyons aux habitants des quartiers concernés « Le billet de quartier » rédigé par le service « relations aux habitants » qui s'efforce de traduire aussi honnêtement et complètement que possible le contenu de nos échanges.

Lors de la deuxième saison de la ronde des quartiers, nous allons nous appuyer sur le billet de quartier pour évaluer les progrès accomplis ou encore les insuffisances.

Quels enseignements tirez-vous de ces rencontres ?

La nécessité d'entretenir un dialogue régulier, concret et sans prétention, voilà le genre de relation que notre équipe municipale s'attache à entretenir avec les habitants de la commune. Bien sûr, tout ce qui est souhaitable n'est pas toujours possible et il ne s'agit pas de « raconter d'histoire ». C'est pourquoi il est indispensable d'être proche des attentes des Passageois et Passageoises afin de faire ensemble les meilleurs choix de priorité. ■

Marmande

Un an de gestion de droite

Dans son intervention au dernier conseil municipal, Michel Ceruti donne son point de vue à propos du bilan d'un an de la municipalité de droite. Il précise, notamment :

« Vous avez dépensé plus et vous avez imposé davantage... Ce n'était pas la mission que vous aviez confiée le conseil municipal et votre propre majorité. » Sur l'investissement, vous aviez été chargé par votre majorité à investir ; en dépenses réelles étaient prévues : 7.788.769 euros. Vous n'avez mandaté que 4.873.526 euros dont 2.085.560 euros de remboursement du capital de la dette. Vous n'avez donc investi concrètement en 2014 que 2.787.966 euros et, en plus, sur des chantiers programmés par l'ancienne municipalité. Vous avez aussi annulé 1.416.242 euros de travaux futurs et reporté 1.499.000 euros. Jamais Marmande n'avait aussi peu investi pour son avenir. ■

Marmande n'avance pas, elle stagne ! On verra l'an prochain ce que vous aurez fait du budget 2015... Cependant pour cette année, le bilan apparent est bien maigre, à part la destruction de la fontaine provençale de la place du marché et la pose de pots de fleurs vert pâle ou fuchsia, certainement coûteux, les six places de parking de la place Clémenceau, les arbres coupés sur la route de Bordeaux pour un panneau publicitaire lumineux. Il est vrai qu'il y a eu de nombreuses réunions de concertation pour bâtir l'avenir de Marmande avec sa dimension festive...

En point positif, notons la fin du chantier du Comédia, engagé par l'ancienne municipalité ; mais, en négatif, l'augmentation des tarifs de bus Evalys, de la taxe des ordures ménagères, la baisse des subventions aux associations, sans oublier la taxe d'habitation qui est restée au même niveau alors que celle sur le bâti a été réduite. ■

Moncrabeau

La démocratie règne

2014, élections municipales à Moncrabeau, grand branle-bas de combat :

deux listes sont en présence, le maire actuel et une liste formée par six dissidents. Résultat, élue au premier tour, la liste du maire avec une large majorité. Photo de famille, grand enthousiasme des élus, puis patatras première démission (adjoint, non élu, deuxième désaccord, troisième gestion déception, quatrième : promesses non tenues), à qui le tour pour le cinquième ? Là, il faudra peut-être revoter. Mais le maire reste droit dans ses bottes ; une veste pour le Département. Des relents... moi je fais tout ? Le fait accompli ? La démocratie quoi ? À force de ne pas faire de politique communale, la droite moncrabelaise montre bien son incapacité à conduire les affaires, comme l'était leur chef Sarko.

Je pense que démissionner n'est pas une bonne chose, une fois dehors c'est fini, vous pouvez gesticuler souvent, peine perdue. Que la droite monte sa liste, soit ! Il y a bien des gens de gauche aussi, car il ne faut pas oublier que le Front de gauche-PCF a fait 10 %. Même le PS a souvent oublié qu'il y avait d'autres personnes, en particulier du PCF.

Certains pensent, mais trop tard qu'ils auraient bien fait de réfléchir avant de s'engager avec un candidat qui pense plutôt à son avenir personnel qu'à partager avec ses colistiers, les affaires de la commune, c'est souvent le cas, à droite. À suivre... ■

R. Lafitte

Casteljaloux

La fonderie Vican résistait aussi

Le refus de fabriquer des pièces pour les Allemands de la fonderie Vican est à mettre également à l'actif de la résistance courageuse de Casteljalousains à l'occupation allemande. La fonderie Vican était installée, bien avant la guerre, sur l'avenue du 8 mai 1945, (anciennement avenue de la gare), là où s'était fixé l'entrepôt « Les Câbles de Lyon » puis, l'ancien Leclerc.

Le garage Peugeot déménage
Florian Pataconi qui avait repris le garage Arzenton sur la route de Mont-de-Marsan et son mécanicien M. Marquet, s'installent sous l'égide Peugeot dans un des bâtiments de l'ancien Leclerc. Nous leur souhaitons bonne chance. ■

JCF

Tonneins

Les cérémonies commémoratives du maquis de la Torgue et de la fusillade de Laparade se dérouleront le :

dimanche 12 juillet

La Torgue (route de Laparade) vers 10 heures
Laparade : rendez vous devant la mairie à 15 heures.

Vous êtes priés d'assister nombreux à ces cérémonies. ■

Pierre Lapoire



Super Pif et sa drôle de bande

Le magazine de bandes dessinées Pif Gadget revient cet été. Un numéro unique de 192 pages baptisé Super Pif est disponible depuis 25 juin, pour la modique somme de 5,90 €. Il comporte des créations et des rééditions où seront présents les héros mythiques: **Pif et Hercule, Rahan, Corto Maltese ou encore Placid et Muzo...** Super Pif est un numéro hybride entre Mickey Parade et Fluide Glacial, où se côtoient des aventures parues dans les années 1970 et 1980 et de nouvelles histoires dessinées pour l'occasion. ■

A la salle polyvalente, Libre en Tête vous invite

EXPO
Fer & Toiles

entrées libre

Peintures
Sculptures
Photographies

Astaffort
11 et 12 Juillet

- Anne Monge - Serge Courbot - Nathalie Bonnet - AM Boucher - Zélie Jarasson -
- Chantal Boursiac - Greta Garbure - Mamoon - Jean-Claude Bertrand -
- Bernard Giraud - Elisa de Barnel - Willie Breteau - Ader -
- Bernard Jousse - Mathias Jousse -

Renseignements au 06 30 69 51 90

CASTELJALOUX
JAZZ FESTIVAL

DU 11 AU 13 JUILLET

ELECTRO DELUXE CONTREBAND HAPPY FEET
BRASS BAND BORGIAQ KATY BOYE FEAT CRAIG ADAMS
CASTEL JAZZ FRIENDS LES ORACLES DU PHONO FEAT DANIEL HUCK
OLD CARAVAN NEW PARADE JAZZ BAND FEAT MARC LAFERRIERE
NEW WASHBOARD JAZZ BAND ORIGINAL MARCHING BAND
DAN LEVINSON FEAT STEPHANE SEVA LOUIS PRIMA FOR EVER

PASS 5EUROS / JOUR

OFFICE DU TOURISME 05 53 93 00 00